

Le futur selon Caritas:

Nous avons tous faim de justice, d'équité, d'écologie et de responsabilité collective!

Le monde traverse depuis quelques années une crise sans précédent, qui se caractérise par ses dimensions systémiques et internationales. En réalité, il s'agit de la convergence de plusieurs crises: alimentaire, énergétique, climatique, financière, économique et sociale, dont les conséquences sont le renforcement des inégalités, l'exclusion, la violence, l'aggravation des conflits, la migration forcée, l'appauvrissement d'un nombre toujours croissant de personnes et le scandale que représentent 1000 millions de personnes qui souffrent de la faim.

Face à cette crise, Caritas Internationalis, une confédération mondiale de 164 organisations catholiques solidaires, réaffirme sa priorité de la promotion du développement humain intégral et solidaire. C'est une approche holistique qui prend en considération l'interdépendance de la famille humaine et son bien-être dans toutes ses différentes dimensions: économique, sociale, politique, culturelle, écologique et spirituelle, dans le but d'instaurer une société fondée sur les principes de la fraternité, de la justice, de l'équité et de la solidarité. Caritas défend l'objectif du développement humain, par le biais du respect des droits humains (y compris le droit au développement) et de leur traduction dans la réalité des faits. La priorité fondamentale de Caritas est d'éradiquer la faim, la pauvreté extrême et l'exclusion.

Nous appelons à un changement de paradigme, une nouvelle civilisation d'amour pour l'humanité, qui place la dignité et le bien-être des hommes et des femmes au cœur de toute action. Les engagements qui seront pris lors du Sommet Río + 20 devront valider cette perspective. Nous exhortons les dirigeants du monde à relever ce défi, avec courage et confiance, afin que ce Sommet soit un message d'espoir pour l'humanité mais surtout pour les pauvres et les exclus.

“Sans vérité, sans confiance et sans amour du vrai, il n'y a pas de conscience ni de responsabilité sociale, et l'agir social devient la proie d'intérêts privés et de logiques de pouvoir, qui ont pour effets d'entraîner la désagrégation de la société, et cela d'autant plus dans une société en voie de mondialisation et dans les moments difficiles comme ceux que nous connaissons actuellement.” (CiV 5)

Le chemin de ce changement, dont nous espérons que le Sommet Rio+20 sera une pierre milliaire, repose sur cinq éléments/dimensions essentiels:

1) Un futur dans lequel la faim n'existe pas

Nous appelons les dirigeants à faire de la lutte contre la faim une priorité et à garantir le droit à l'alimentation. Une bonne alimentation est indispensable à l'expression de nos capacités et de nos talents. Si, comme l'affirme le document “zéro-draft”, 1/6 de la population du monde (dont 75% de petits exploitants agricoles) souffre de sous-alimentation, cette même population ne peut pas contribuer pleinement au bien des communautés et des familles. Nous gaspillons d'importantes ressources humaines qui sont essentielles pour la santé de notre planète. Aujourd'hui, la faim a des causes systémiques. Nous faisons appel à la mise en œuvre d'interventions coordonnées pour lutter à la fois contre les crises alimentaires à court terme et à long terme. La seule faim dont nous devrions souffrir est la faim de justice, d'équité, d'écologie et de responsabilité collective.

2) Un futur associé à une vision

Nous demandons que l'on garde le cap sur la vision des Objectifs du Millénaire pour le développement et que les dirigeants s'engagent à les réaliser. Ces Objectifs fournissent aujourd'hui une feuille de route pour parvenir au développement durable et à un monde plus équitable. Il est important d'approfondir avec les personnes les plus concernées le sens et la nécessité de ces Objectifs, de manière à les adapter aux réalités d'aujourd'hui. En outre, il est essentiel que, dans un cadre rénové, ils comportent des engagements de la part des pays développés à promouvoir un modèle de développement qui soit bénéfique pour toute l'humanité et donne la priorité à la justice, l'équité, l'écologie et la responsabilité collective.

3) Un futur dans lequel nous prenons soin de notre demeure: la Création

Nous demandons que la capacité de transformation propre à l'être humain soit utilisée pour le bien de la Création et que l'on promeuve activement les projets, les idées et les mécanismes qui contribuent à la protection de l'environnement. Notre milieu de vie, qu'il soit rural ou urbain, doit permettre une vie digne, saine et, autant que possible, écologique. L'aspect de la conquête et de l'exploitation des ressources naturelles a pris le dessus et s'est développé au point de menacer la capacité d'accueil de l'environnement: l'environnement considéré comme une 'ressource' met en péril l'environnement considéré comme une 'demeure'. La transformation incontrôlée du territoire pour le développement des activités humaines exacerbe la vulnérabilité des espaces et des sociétés et a, par ailleurs, des conséquences inévitables en ce sens qu'elles touchent principalement les groupes les plus pauvres et les plus défavorisés qui, la plupart du temps, ne sont pas responsables des pratiques à risques.

4) Un futur inscrit dans un nouveau cadre économique vert

Caritas est favorable à l'idée d'une économie verte, à condition que celle-ci respecte les principes éthiques d'équité et de solidarité. Nous demandons que la vision de "l'économie verte" ne remplace pas, ou ne laisse pas de côté, les propositions relatives au "développement humain intégral et durable", qui sont élaborées depuis des décennies. En effet, de nombreuses organisations de par le monde craignent concrètement que le nouveau concept d'"économie verte" soit fondamentalement axé sur le modèle de marché et, de ce fait, qu'il renforce les principes néolibéraux, tels que la croissance pour la croissance, la viabilité déterminée par le marché, les prix qui s'envolent au-delà de ce qui est imaginable, la privatisation accrue des biens communs (l'eau, les océans, les forêts) et les plans d'ajustement structurel environnemental. La Doctrine sociale de l'Église demande clairement que l'on recherche de nouveaux modes de distribution et que l'on privilégie la personne dans son intégralité, et surtout les sujets les plus vulnérables, pour qu'ils mènent une vie digne. C'est une demande qui est directement contraire à beaucoup de principes du modèle centré sur le marché. Le nouveau cadre économique ne doit pas à être focalisé sur l'optimisation de la rentabilité mais privilégier la notion de travail digne et rendre espoir, par-dessus tout, aux milliers de jeunes qui sont au chômage.

5) Un futur qui respecte les femmes et les hommes créés à l'image de Dieu: un nouveau contrat social

Nous demandons l'élaboration d'un code de conduite pour une citoyenneté mondiale solidaire, c'est-à-dire, la définition d'un nouveau contrat social qui tienne compte de notre interdépendance et nous appelle à agir comme des citoyens responsables du bien commun. Nous sommes tous des consommateurs des produits de la Création et, en tant que sujets responsables, nous pouvons opter pour des modes de vie qui favorisent le développement, soient respectueux de l'environnement et minimisent les incidences négatives sur les plus pauvres. À cet effet, nous proposons un modèle économique qui prévoit des dynamiques de démocratie participative et promeuve la dignité humaine, le développement humain durable et la distribution des richesses. Nous demandons à toutes les personnes de bonne volonté d'établir une culture du respect et du dialogue, qui ouvre l'accès aux droits et à la justice.

Rome, Juin 2012